

Table ronde 6 Les violences symboliques dans les relations internationales

Chillaud Matthieu, Universités de Tartu (Estonie) et de Bordeaux IV
chillaud@aol.com

Session 2

« *On ne sait pas de quoi hier sera fait* ».

La mémoire dans les relations russo-baltes comme avatar de la violence symbolique

« L'objectivité n'existe pas. Surtout quand il s'agit de souffrance et de mort, de victimes et de coupables. Il faudrait être objet, simple mécanique intellectuelle, et non pas sujet, c'est-à-dire personne située dans le temps et l'espace, chargée de mémoire et d'aspirations. Mais la différence est grande entre celui qui veut tendre vers l'objectivité et celui qui s'en détourne – délibérément ou par ignorance de ses propres déterminations, du prisme intérieur qui déforme sa perception des autres. On risque en effet de dérailler dans l'explication si l'on a négligé de s'expliquer soi-même. Et dès lors qu'on ne se veut pas absurdement impassible, dès lors que, par-delà la rigueur souhaitée de l'analyse, on aspire à juger les hommes dont on parle et à influencer ceux qui vous lisent, il faut se demander ce qui justifie qu'on pense comme on pense, qu'on juge comme on juge ».

Alfred Grosser, *Le crime et la mémoire*, Paris, Flammarion, 1989.

Les émeutes des russophones à Tallinn à la fin du mois d'avril 2007 suite au déplacement de la fameuse « statue de bronze », représentant un héros soviétique incarnant la victoire des patriotes soviétiques contre les fascistes nazis et lieu de pèlerinage de nombreux russophones d'Estonie, et la réaction tonitruante de Moscou qui en a suivi, constituent certainement l'exemple le plus saillant du bras de fer entre, d'une part, les pays Baltes, et, d'autre part, la Russie, amorcé au tout début de la décennie 1990 alors que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie recouvraient leur indépendance.

Les pays Baltes, dans le cadre de la reconstruction de leur nation, ont fait du rétablissement de leur identité occidentale la pierre angulaire de leur ancrage à l'Ouest et ceci en se basant surtout sur leur mémoire. « *Le passé est alors convoqué avec empressement pour attester et réaffirmer l'existence de la nation et de la légitimité de son État* » [Bonnard et Meckl, 2007 ; p. 169]. La Russie, de son côté, qui peine encore à admettre son histoire et surtout sa filiation avec l'Union soviétique entretient elle aussi des relations avec les pays Baltes biaisées par une vision dissonante de l'histoire. Cette dissonance de l'histoire est particulièrement saillante dans l'attribution du sens donné à la fin de la Seconde Guerre mondiale : alors que vue de Moscou la capitulation allemande signifie la fin de la Seconde Guerre mondiale et la victoire des patriotes soviétiques contre le fascisme, vue de Tallinn, Riga et Vilnius, ce même événement scelle une plongée cauchemardesque de quarante-sept ans d'occupation soviétique. Ainsi, lorsque le 9 mai 2005, dans la capitale russe, à l'occasion des commémorations des soixante ans de l'anniversaire de la victoire (soviétique) sur le régime nazi, des trois chefs d'État d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, seule la Présidente lettone fut présente. La question de leur présence fut l'objet d'une importante controverse autant dans les trois États eux-mêmes qu'en Russie. D'après une majorité de Baltes, en effet, la participation aux cérémonies aurait légitimé *de facto* l'annexion de leur pays par les Soviétiques, effectuée quasiment au même moment que la capitulation allemande. Ils voulaient, par là même, protester contre le refus officiel russe de dénoncer le pacte Ribbentrop-Molotov de 1939, qui avait mené à l'invasion de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie par les troupes de l'Armée rouge et à la déportation de centaines de milliers des

leurs. Du côté russe, néanmoins, les refus des Présidents estonien et lituanien de se rendre à Moscou, couplés aux « prétextes fallacieux » de la Présidente lettone (celle-ci ayant estimé que sa venue avait pour unique objectif de rappeler aux dirigeants occidentaux que « *la moitié* » du continent n'avait pas été libérée en 1945 et leur demander de prendre conscience de l'ampleur des « *crimes commis au nom du communisme* » [Citée par Jacob, 2005]), signifie uniquement que les trois États baltes se réfèrent à une construction inique et artificielle de l'histoire. Comme du temps de l'URSS, quand le 9 mai était le « Jour de la victoire du peuple soviétique dans la Grande Guerre patriotique », selon les Baltes, il s'agit d'une commémoration distincte car uniquement consacrée au culte de la victoire des Soviétiques, et non de toute la coalition anti-hitlérienne, sur l'Allemagne nazie. Si le 8 mai est célébré dans les pays occidentaux comme le jour de la victoire des Alliés en Europe, on se souvient dans les pays Baltes que Staline avait contraint les Allemands à capituler, de nouveau, le lendemain, mais cette fois uniquement devant l'Armée rouge. Alors que partout, le 8 mai correspond à la libération de l'Europe occidentale, à Moscou, le 9 du même mois, on célèbre l'anniversaire de la conquête par Staline de l'Europe centrale et orientale.

Dans les sciences sociales, l'abondante littérature liée à la problématique de la symbiose entre l'histoire et la mémoire a mis en avant les effets vicieux de sa gestion politique [Lavabre 1994, Ferretti 2002, Grosser 1991, Laliou 2001, Rosoux (a) et (b) 2001, Todorov 1998] et *in fine* son incarnation inévitable en une forme de violence des dominés sur les dominants. La littérature particulièrement prolifique dont l'objet est l'étude de la transition politique des pays de l'Est et anciennement soviétiques a montré que la caractéristique commune de ces pays est celle d'avoir voulu, au travers du prisme politique de la recherche d'une certaine justice, « purifier » leur histoire, ceci impliquant le plus souvent, d'une part, une disqualification, voire une criminalisation, des anciens régimes politiques, leurs héros et symboles étant désormais honnis, et, d'autre part, une volonté de réparation auprès de ceux désormais considérés comme les responsables des maux que leur population ont subis. [Misztal, 2005]. Or, dans le cas précis des pays Baltes, il est indéniable que leur transition politique et identitaire a généré un cycle de violence symbolique dans la mesure où cette recherche de purification de l'histoire a eu pour conséquence une dissonance très brutale avec l'identité des populations russophones des pays Baltes mais aussi avec celle des Russes de Russie.

On associe généralement le terme de « violence » à ce qui se manifeste avec une force intense et très brutale. Ce terme renvoie à un abus de force au caractère aveugle sans relation à l'autre. La notion de « violence symbolique », développée par le sociologue Pierre Bourdieu, éclaire toutes les difficultés soulevées par la définition des critères qui permettent de décider de la violence d'un acte. Il définit la violence symbolique comme « *tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force* » [Bourdieu, 1972, p. 18]. C'est une « violence » car elle se traduit donc par une imposition, un pouvoir sur des destinataires. C'est une violence qualifiée de « symbolique » car ce qui est imposé ce sont des significations, des rapports de sens. Enfin, si c'est une violence symbolique « arbitraire » c'est parce qu'elle contribue à renforcer l'inégalité sociale et culturelle entre les classes, en privilégiant une classe au détriment des autres et qu'elle n'est fondée sur aucun principe biologique, philosophique ou autres qui transcenderait les intérêts individuels ou de classes sociales. En fait, la violence symbolique s'exprime à la fois, de façon objective par des règles, des lois, des mécanismes de régulation sociale et de façon subjective, dans les esprits, sous forme de pensées, de schèmes de perception. Elle est l'aboutissement d'un processus qui s'élabore à la fois dans les

institutions et dans les mentalités. Ainsi, cette violence symbolique apparaît comme le résultat d'une longue série d'expériences étalées dans l'histoire et se présente, en même temps, comme « naturelle », allant de soi. Dans cette perspective, le dominé perçoit celui qui lui fait violence à travers des concepts, des systèmes de pensées que la relation de domination a produit. De ce fait, il n'a à sa disposition que les instruments de connaissance qu'il partage avec le dominant et qui est précisément une expression de la relation de domination. À la différence de la violence physique, cette violence est douce et invisible. Les différentes formes de domination doivent devenir comme « naturelles » de sorte que les dominés eux-mêmes adhèrent à l'ordre dominant tout en méconnaissant le caractère arbitraire (sans cette méconnaissance, ils n'y adhèreraient pas). C'est ce processus qui constitue le principe de la *violence symbolique*. Le pouvoir de violence symbolique parvient à imposer des significations comme légitimes en dissimulant les rapports de forces qui le sous-tend. [Lahouari, 2001].

Dans cette contribution, notre hypothèse ici est que la gestion politique du passé par, d'une part, les pays Baltes, et, d'autre part, la Russie, constitue un avatar de la violence symbolique. Nous estimons, en effet, que la façon dont est gérée la mémoire et l'identité qui en découle est, dans une certaine mesure, subrepticement prescrite par les dominants, les élites politiques, sur les dominés, les populations estoniennes, lettones, lituaniennes, mais aussi les populations russophones d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie (on estime qu'elles représentent et enfin sur les Russes de Russie, l'objectif de cette violence symbolique étant éminemment politique. En effet, les nombreuses controverses qui émaillent les relations entre, d'une part, la Russie, et, d'autre part, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, reflètent d'abord une vision dissonante de l'histoire. Lorsque l'on sait que le culte de la mémoire peut être très facilement politisé, ce lourd contentieux sur l'interprétation du passé entre les acteurs à tendance à être perversément nourrie par cette violence symbolique exercée sur les groupes sociaux dominés, en l'occurrence les Estoniens, Lettons et Lituaniens « autochtones », les Russophones « allogènes » et les Russes de Russie qui se voient prescrits par les dominants, en l'occurrence les élites politiques, une vision « certifiée comme étant historiquement vraie ».

Les discours russes et baltes, empreints d'un caractère passionnel et affectif, combinent le jeu des symboles, des images et de l'histoire et contribuent ainsi à charger émotionnellement des relations houleuses, et en même temps précaires, et dont la finalité est essentiellement politique. L'utilisation de la mémoire, et non forcément de l'histoire *stricto sensu*, et la sélection de « faits positifs » sont omniprésentes dans les pratiques discursives des États dont l'une des vertus est de légitimer auprès des dominés les principales options en matière de politique étrangère, au point qu'en paraphrasant George Orwell qui écrivait, dans son roman *1984*, « ceux qui contrôlent le présent, contrôlent le passé », nous pourrions dire que « ceux qui contrôlent le passé, contrôlent le présent ».

Pour les besoins de notre contribution, nous utiliserons les théories de la dissonance cognitive avancées par le sociopsychologue américain Leon Festinger qui a tenté d'expliquer comment l'être humain gère les tensions engendrées par des informations incompatibles. Dans cette conception, toute information faisant partie d'un ensemble de croyances reliées entre elles et partagées par une communauté est soumise aux principes de la dissonance cognitive, ainsi que tout élément cognitif nouveau soumis à un individu possédant ces croyances. Il en découle une situation d'inconfort de tout individu percevant la désapprobation des autres membres de sa communauté sur ses opinions, ainsi que de graves possibilités de perception erronée ou de mauvaise interprétation des informations, lorsqu'elles entraînent une dissonance avec les croyances d'un individu et que celles-ci ne sont pas modifiées par ces informations et,

enfin, une grande dépendance aux règles de la dissonance cognitive de tous les éléments cognitifs détachés de la réalité et difficilement vérifiables [Poitou, 1974 : p. 11]. Notre hypothèse est que cette notion de dissonance cognitive est ici indispensable pour comprendre la symbiose qui existe entre l'histoire et la mémoire et la construction de la violence symbolique qui en découle. Notre ambition au travers de cette communication est donc de montrer dans quelle mesure la violence symbolique exercée par les dominants sur les dominés a pour conséquence une mémoire dissonante entre, d'une part, l'Estonie la Lettonie et la Lituanie et, d'autre part, la Russie ce qui donne, par ricochet, un habillage conflictuel à leurs relations pour des objectifs politiques contemporains.

1) *La mémoire comme enjeu politique*

Parce qu'à la différence de l'histoire, la mémoire possède une prégnance identitaire forte, de sa gestion politique découle une violence symbolique toute aussi forte. « *Le rappel du passé est nécessaire pour affirmer son identité, tant celle de l'individu que celle du groupe (...) Cette exigence d'identité est parfaitement légitime : l'individu a besoin de savoir qui il est et à quel groupe il appartient. Si nous recevons une révélation brutale sur le passé qui nous oblige à réinterpréter radicalement l'image que nous nous faisons de nos proches et de nous-mêmes ce n'est pas un compartiment isolé de notre être qui se trouve altéré mais notre identité même* ». [Todorov, 2001 ; pp. 4-5]. Ainsi, lorsque les Baltes sont amenés à considérer leur mémoire dans une matrice qui met sur un pied d'égalité les occupations nazie et soviétiques, cette « agression » ne peut que remettre en cause l'identité des russophones des pays Baltes et celle des Russes de Russie.

a) *La dimension identitaire de la mémoire*

La mémoire se distingue de l'histoire par la saillance identitaire omniprésente dans la première et, en principe, absente dans la seconde. La mémoire évoque toutes les formes de la présence du passé, celles qui, non seulement, englobent de façon dissonante l'opération visant à établir des faits du passé, mais aussi celles dont le but est d'être utilisées politiquement. Le sens et la valeur du passé historique, par ailleurs, n'ont de sens que dans l'interrogation et le jugement des sujets humains. Le même fait peut en effet recevoir des interprétations opposées et servir de justification à des politiques. Comme nous l'avons souligné précédemment, la reconstruction des nations baltes s'est faite au moyen de l'identité et c'est donc logique que c'est la mémoire et non l'histoire qui constitue la base de la dissonance des rapports russo-baltes.

L'incompréhension entre les pays Baltes et la Russie est essentiellement due à la construction de valeurs incompatibles car elles découlent d'une mémoire dissonante. Or, si ces valeurs s'avèrent si antagoniques, c'est parce qu'elles sont, dans une certaine mesure, construites autour de la transformation de l'histoire en mémoire par chacun des protagonistes et par la fonctionnalisation des symboles les plus affectifs, en l'occurrence ceux liés directement à l'identité. Le réflexe de victimisation incessante dont font preuve autant la Russie que les pays Baltes structure donc un dialogue difficilement analysable en termes rationnels : le poids du passé devient donc l'élément fédérateur des relations russo-baltes. Ainsi, si l'on en croit Paul Ricœur « *c'est à travers la fonction narrative que la mémoire est incorporée à la constitution de l'identité* » [Ricœur, 2000 (a) ; p. 103], tous les acteurs furent amenés à dessiner des analogies dans les événements historiques chargés émotionnellement, déterminant ainsi une ligne de conduite discursive basée sur une interprétation du passé non pas forcément fabriquée mais plutôt sélectionnée en fonction des circonstances.. Ainsi, si l'on

en croit Valérie-Barbara Rosoux « *les souvenirs ne sont pas littéralement conservés, mais plutôt reconstruits, remaniés en fonction des circonstances (...) Le caractère sélectif et fluctuant de la mémoire n'est pas un attribut négatif, mais fonctionnel – ou inhérent – de tout recours au passé* » [Rosoux, 2001 (b) ; p. 453]. Si le culte de la mémoire paraît somme toute normal pour des pays qui ont fait de l'identité le ciment de leur reconstruction nationale, l'écueil serait que pour des raisons idéologiques on s'interdirait de reconnaître que le groupe identitaire dans lequel on appartient n'a pas forcément été « dans le bon camps ». Philippe Braud note bien que dans le contexte de la construction des identités collectives « *des batailles de qualification se mènent pour faire exister un groupe à travers une dénomination plutôt qu'une autre, et, surtout, pour construire autour d'elle des connotations valorisantes ou stigmatisantes* ». [Braud, 1996 ; p. 186]. Dans leur quête d'affirmation de leurs identités nationales, les Baltes ont assurément tendance à mettre davantage en avant que nombre d'entre eux, durant la Seconde Guerre mondiale, avaient combattu contre les Soviétiques et qu'importe si cela était sous l'uniforme allemand ; « *un lien privilégié existe entre l'affirmation identitaire et la quête d'estime de soi (...) L'inclusion dans un groupe prestigieux valorise ; en être exclu, maintenu à distance ou renvoyé à une appartenance dévalorisée, engendre du ressentiment* » [Braud, 1996 ; pp. 171-172].

L'historien qui se penche sur le passé des pays Baltes durant la Seconde Guerre mondiale affirme objectivement que c'est bien l'armée soviétique qui a d'abord envahi l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en juin 1940 en vertu des accords secrets du pacte Ribbentrop-Molotov alors signé dix mois plus tôt. Jusqu'en juin 1941, au moment du déclenchement du plan Barbarossa, plus de 120 000 Baltes avaient été enrôlés de force, fusillés ou déportés par le pouvoir soviétique. Après avoir repoussé l'armée nazie en 1944 de la région balte, l'URSS procéda jusqu'en 1953 à la déportation de plus de 200 000 autres habitants de ces pays vers la Sibérie et le goulag. Si ces faits sont historiquement établis, ils sont émotionnellement inscrits dans la matrice de la mémoire des pays Baltes, tandis que du côté de l'historiographie russe ils doivent se comprendre dans un contexte plus large que fut celui de la lutte contre le fascisme nazi. Quant à la période qui avait vu les trois pays Baltes occuper par les Nazis, bien qu'elle ne soit aucunement occultée par les pays Baltes, elle est avant tout vue comme un moment dans lequel on se battait contre les agresseurs soviétiques. Pour les Russes de Russie et les allogènes russophones des trois pays Baltes, leur seule certitude est effectivement d'avoir fait parti du camps celui qui a libéré les pays Baltes du joug fasciste. S'ils peuvent au mieux accepter, contre mauvaise fortune bon cœur, que des milliers de Baltes furent massacrés et déportés en Sibérie, ils refusent une autre vision de l'histoire que celle que l'historiographie soviéto-russe leur a enseignée, en l'occurrence leur mission « civilisatrice » lorsqu'ils vinrent par milliers s'installer dans les républiques baltes et ceci afin de les « dé-fasciser ». Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les populations russophones sont allées s'installer en Estonie, en Lettonie et en Lituanie en quête d'une meilleure vie, convaincues qu'elles venaient apporter la civilisation chez des barbares ayant prétendument vécu jusqu'alors dans une république bourgeoise qui les avait opprimés et maintenus dans l'obscurantisme. Or, une fois l'indépendance des trois pays acquise, les russophones ont déchanté car ils « *se croyaient vraiment indispensables, porteurs et représentants de quelque chose de grand, civilisateurs, bienvenus. Ils ont dû découvrir du jour au lendemain qu'il n'en était rien. Cette découverte fait mal. Ils ne s'en sont pas remis. À qui la faute? Victimes manipulées sans s'en rendre compte, ils ont été le fer de lance de la colonisation, les troupes auxiliaires de l'occupation* » [Toulouze, 2007].

b) Communisme et nazisme ou la concurrence des mémoires

Les très vifs débats qui ont alimenté les pays d'Europe occidentale, notamment lorsque l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe réclama en janvier 2006 une « *condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires* » [Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 2006] sur la question de savoir s'il pouvait être possible de mettre sur un pied d'égalité les actions criminelles des régimes nazis et communistes en les amalgamant eux deux dans le même groupe des régimes autoritaires n'eurent que peu d'échos dans les pays Baltes puisqu'il était déjà acquis que les deux occupations, allemande et soviétiques, devaient être traitées de façon égale. Ainsi, les gouvernements des trois États, dans leur approche officielle du passé, ont créé des commissions chargées d'enquêter sur les crimes commis pendant les deux occupations, allemande et soviétiques. Certes, la posture actuelle des pays Baltes vise à équilibrer à qui mieux mieux les deux occupations celles des Nazis et des Soviétiques et les massacres qui en ont suivis. Les anciens locaux du KGB en Lituanie devinrent, après la restauration de l'indépendance lituanienne, le musée *des* génocides. De même, dans les capitales estonienne et lettone, des musées *des* occupations furent aménagés. Au début de l'année 2005, en Lettonie, un ouvrage fut publié sur l'histoire du pays¹, dont la préface fut rédigée par la Présidente lettone Vike-Freiberga, qui établit un parallèle entre les crimes commis par les Nazis et ceux commis par les communistes. Cette même logique a prévalu dans les conclusions de la commission internationale chargée par le gouvernement estonien de mettre en lumière les « *crimes contre l'humanité* » perpétrés en Estonie entre 1940 et 1945. [Estonia 1940-1945, ...].

Il est évident que vue de Moscou l'approche du passé visant à mettre sur un même pied le régime soviétique avec celui des Nazis est une construction artificielle de l'histoire visant à diaboliser les Russes. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont particulièrement ressenti à la fin de l'année 2006 lorsque l'Estonie fit passer une loi interdisant les symboles liés aux régimes d'occupation nazis et soviétiques, législation assimilant *de facto* la faucille et le marteau avec la croix gammée.

En fait, si les trois États baltes ont douloureusement amorcé un débat national objectif sur l'annexion de 1940 – les trois gouvernements semblaient craindre qu'un véritable débat sur le rôle de chacun à la fin de cette époque ne ravive les haines et les rancœurs entre ceux accusés à tort ou à raison d'avoir accueilli l'Armée nazie ou l'Armée rouge (partis de gauche, communauté juive, russophones, etc.) en libérateurs – il existe encore une certaine incompréhension et même une irritation lorsque les Occidentaux leur rappellent leur nécessaire travail de mémoire face à la Shoah ceci évoquant la propagande soviétique et même russe accusant les Baltes d'être des antisémites ataviques. A Tallinn, Riga et Vilnius, on a l'impression d'une certaine iniquité lorsque les Occidentaux leur rappellent que seuls les Juifs ont l'apanage du concept de génocide alors que eux estiment que leur pays respectif fut le théâtre de deux génocides, l'un contre les juifs, l'autre contre les Lituanais, Lettons et Estoniens [Jacob, 2004, p. 219]. L'historien français Jean-Pierre Minaudier l'explique par le fait que la nation estonienne, ce qui est aussi vrai pour les nations lettones et lituaniennes, s'est toujours définie comme une *Kulturnation*, c'est-à-dire comme une communauté linguistique et culturelle. « *Pour les Estoniens, ils constituent un autre peuple, dont les malheurs ne les touchent pas au même titre que les leurs propres – d'autant que la plupart des Juifs massacrés dans les camps de concentration estoniens durant la guerre n'étaient pas originaires d'Estonie, mais d'Europe centrale* » [Minaudier, 2006]. Jean-Pierre Minaudier rappelle que lorsqu'il fut amené à traduire la contribution de Mart Laar à l'ouvrage de

¹ « History of Latvia : 20th Century ».

Stéphane Courtois., *Le Livre noir du Communisme*, il dut « *modifier les passages où il parlait du "génocide" perpétré par les communistes, car l'éditeur ne l'aurait pas accepté* » [Minaudier, 2006]². Bien que les trois pays se soient engagés auprès d'Israël et des États-Unis d'assainir leur mémoire en amorçant un débat national le plus objectif possible, force est de reconnaître que pour certains Baltes, les juifs sont encore associés à l'occupation soviétique. Après son arrivée en 1940, il est vrai que l'Armée rouge s'appuya sur des juifs communistes locaux pour asseoir son pouvoir et bon nombre d'entre eux travaillèrent pour le KGB. En fait, si les Estoniens, Lettons et Lituanais ne veulent pas nier la réalité de la Shoah, la politisation crescendo de leur mémoire a pour conséquence une mise en concurrence entre la souffrance de leur population et celle des Juifs : ils ne comprennent pas que les Occidentaux leur dénie le droit d'attribuer le terme « génocide » à leur propre population.

La volonté des gouvernements baltes d'assainir la mémoire nationale en activant plusieurs procès pour crimes de guerre contre d'anciens soldats ayant combattu aux côtés des Soviétiques constitue, de même, un énième geste de provocation et ne serait qu'un prétexte pour mieux diaboliser la Russie alors même que les procès contre les Baltes ayant servi sous l'uniforme allemand tendent à passer davantage inaperçus. Par exemple, le 21 janvier 2000, la cour régionale de Riga condamna Vasilijs Kononovs, reconnu coupable d'avoir, en 1944, à la tête d'un groupe de partisans pro soviétiques, dirigé une expédition punitive contre le village de Mazi bati et d'avoir immolé neuf personnes dans la grange du village à une peine de six ans de prison, pour crimes de guerre. Pour lui, il s'agissait d'une opération militaire de représailles contre des villageois qui avaient aidé des partisans pro allemands. Au moment de l'énoncé de la sentence, des membres du groupuscule « national-bolcheviques » crièrent « *morts aux fascistes* » et « *mort à la cour* ». C'est toutefois la réaction russe qui mit le feu aux poudres. Aux termes du communiqué du ministère russe des affaires étrangères, « *les poursuites contre Kononovs constituent une atteinte cynique à la mémoire de millions de victimes du nazisme* ». Cette décision qui « *a ému l'opinion publique et les organisations d'anciens combattants russes est un événement sans précédent dans la pratique internationale : un homme est condamné pour avoir lutté contre le fascisme* ». Le procès Kononovs devait d'ailleurs coïncider avec Konrad Kalejs, Australien d'origine lettone accusé d'avoir participé aux persécutions des juifs et des communistes à partir de 1941 au sein du commando Arajs, une milice supplétive des nazis. Localisé en Grande-Bretagne en décembre 1999, puis expulsé en Australie, il devait mourir en 2001 avant son expulsion en Lettonie. Pour les Russes, les Lettons avaient intentionnellement mis sur une lenteur des procédures judiciaires pour éviter un procès en Lettonie qui aurait forcément mis en lumière la complicité lettone dans la Shoah.

Jean-Pierre Minaudier note qu'en Estonie, ce qui est tout aussi vrai en Lettonie qu'en Lituanie, la fin du communisme a entraîné une rupture majeure : les héros qu'honorait le régime soviétique sont désormais unanimement tenus pour des traîtres. En revanche, depuis la fin des années 1980, une mémoire nouvelle, diamétralement opposée à la précédente, a émergé : celle des victimes des crimes communistes, celle des Estoniens qui se sont battus sous l'uniforme allemand. Leurs témoignages occupent une place désormais considérable.

² On notera que cet ouvrage connut logiquement un très grand succès dans les trois États. Dans la version estonienne, c'est le Président Lennart Meri qui en assura la préface et c'est le Premier ministre Mart Laar qui y ajouta deux chapitres consacrés aux exactions soviétiques en Estonie. Nous avons même été présents dans les locaux de l'ambassade d'Estonie à Paris alors que l'ambassadeur d'Estonie remettait, au nom du Président Rütitel, à Stéphane Courtois, la prestigieuse distinction nationale *Maarjamaa rist*. Le fait d'ailleurs que Mart Laar cumulait une casquette d'historien et de Premier ministre alimentait une certaine confusion, le vernis scientifique de ses travaux pouvant être contesté par sa composante excessivement identitaire.

[**Minaudier, 2006**]. En 1941, si la Wehrmacht fut majoritairement accueillie en libératrice, ceci s'expliquait par le traumatisme dû à l'extrême violence et brutalité de la première occupation soviétique. Pour nombre de Baltes, leurs compatriotes qui s'étaient battus contre les Soviétiques avec les Allemands sont considérés comme des héros mais seulement parce qu'ils s'étaient battus contre les Soviétiques et non pour des affinités idéologiques : ces derniers sont, pour eux, un ennemi bien plus honni que les Nazis. Les commémorations annuelles des Légions lettones et estoniennes qui avaient servi aux côtés des troupes nazies constituent l'indice le plus symptomatique, vu de la Russie, que les Baltes cultivent un nationalisme exacerbé d'ailleurs en totale contradiction avec leur souhait de rejoindre l'Europe et surtout une vision biaisée de l'histoire. Le 16 mars 1998, soit à peine deux semaines après que les policiers lettons eurent dispersé *manu militari* une manifestation de retraités russophones, 500 vétérans des *Waffen SS* lettons³ défilaient pour commémorer le 54^{ème} anniversaire de la Bataille de Riga, avec l'aval plus ou moins officiel du gouvernement letton. Selon le porte-parole du Président Boris Eltsine, Sergei Yastrzhembski, le silence des capitales occidentales indiquait que les verdicts des procès de Nuremberg n'étaient plus jugés comme faisant partie du droit international positif. Il se demandait, par ailleurs, si l'Europe allait inviter « *un pays dont le gouvernement fléchit aux reliquats des SS (...) dans une zone de démocratie* » [**cité par Morozov, 2003 (a), p. 224**]. La *Saiema* avait même décidé en 2000 de faire du 16 mars, une commémoration officielle. Néanmoins, suite aux protestations des Russes et même des Occidentaux, elle fut remplacée par le 11 novembre, jour du « soldat letton » ; également qualifiée de « jour de Lāčplēsis », héros de la mythologie lettone, cette date correspond à l'anniversaire de l'indépendance de 1918. Les défilés des anciens légionnaires n'ont toutefois pas cessé, même s'ils ont peu à peu perdu de leur caractère officiel⁴.

2) *La symbiose identité- mémoire et sa dissonance avec l'histoire, comme source de la violence symbolique*

Nous avons donc vu que la mémoire permet d'affermir l'identité du groupe social dans lequel on appartient. Or, les usages de l'histoire et la gestion politique des symboles liées à cette même mémoire peut s'avérer d'une grande efficacité lorsque les dominants, en l'occurrence les élites politiques baltes et russes, veulent cautionner leurs options en matière de politique étrangère auprès des dominés, les Baltes et les Russes.

a) *Des usages de l'histoire*

Dans sa contribution sur les usages de l'histoire dans les politiques étrangères, Pierre Grosser distingue le « poids de l'histoire », les « lois de l'histoire », le « choix de l'histoire »

³ Fondée au début de l'année 1943, la « Légion lettone des Volontaires SS » rassemblait environ 146 000 Lettons à la fin de la guerre. La plupart de ses membres furent en réalité mobilisés de façon plus ou moins contrainte, le pays étant alors soumis au régime d'occupation nazi. Si sa création intervient après les massacres de Juifs et s'il a été prouvé qu'elle n'a pas été directement impliquée dans le génocide, elle compte aussi dans ses rangs les membres des unités militaires ou paramilitaires créées plus tôt, notamment du tristement célèbre Commando Arajs, responsables de la mort de dizaines de milliers d'individus, essentiellement des Juifs. [**Bonnard et Meckl, 2007**]

⁴ Le reportage diffusé sur *Arte*, en date du 4 mai 2005 et consacré à l'Estonie et à la Lettonie, montre très bien l'écart extrême entre la perception lettone et celle des allogènes russophones de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. On pouvait y voir des allogènes russophones, grimés en déportés juifs de la Deuxième Guerre mondiale et criant « *mort aux fascistes* » qui essayaient de stopper une manifestation d'anciens légionnaires lettons.

et la « foi de l'histoire » [Pierre Grosser, 2002 ; p. 361]. Par commodité, nous utiliserons sa grille de lecture qui s'adapte particulièrement bien à l'objet de notre contribution.

Le poids de l'histoire est défini comme étant « *l'héritage accumulé, soit sous forme d'expérience individuelle ou collective, soit sous formes de références transmises au sein d'une organisation* ». En raison d'une propagande ancienne, les Russes de Russie et les russophones des pays Baltes ont toujours eu tendance à percevoir les Baltes comme les avatars de fascistes. Comme, les mythes sont puissants et fournissent la substance de tout endoctrinement, il est plus que tentant pour les élites politiques russes, par exemple, de stigmatiser les pays Baltes qui acceptent d'entreprendre des commémorations à la gloire des légionnaires lettons ayant combattu aux côtés des troupes nazies. Relayée par les médias russes et russophones, cette flétrissure des pays Baltes est acceptée comme telle par les Russes de Russie et les allogènes russophones, si bien que pour beaucoup d'entre eux, chaque Balte est un fasciste atavique⁵. En Estonie, en Lettonie et en Lituanie, les massacres et déportations perpétrés par les occupants nazis et soviétiques leur permet difficilement de transformer leur mémoire en leur histoire., par exemple, dans les manuels d'histoire à destination d'élèves estoniens, de même, on peut lire au sujet des événements de 1939-1940 : « *Le 17 juin 1940, plus de 100 000 soldats de l'Armée rouge entrèrent en Estonie. Le peuple les regarda défilier dans un profond silence. Beaucoup avaient les larmes aux yeux (...) Aujourd'hui, plus aucun doute ne subsiste : notre pays a été occupé par une armée étrangère* ». Les élèves de cours moyen doivent obligatoirement connaître le pacte germano-soviétique, ainsi que l'accord imposé sur les bases militaires soviétiques, l'incorporation forcée de l'Estonie dans l'URSS et, évidemment, le fait que « *dès l'arrivée des troupes soviétiques en Estonie débuta la terreur politique* ». Les manuels décrivent les huit siècles de relations entre l'Estonie et la Russie comme une période de guerres et d'invasions ininterrompues au cours de laquelle la première s'est toujours trouvée du côté des victimes et la seconde comme faisant toujours partie des bourreaux. C'est d'ailleurs cette vision cyclique qui répond aux lois de l'histoire correspondant à un certain déterminisme mis en avant par des historiens ; même « *s'ils évitent de parler de loi ils essaient de mettre en exergue des récurrences, non sans espérer parfois qu'elles auront valeur prédictive* ». Si dans les pays Baltes, on a tendance à souligner que seules leurs intégrations dans l'UE et dans l'OTAN leur permettra d'échapper aux puissances prédatrices de la région, en Russie, l'histoire a appris que c'est bien par la fenêtre baltique que toutes les puissances hostiles à la Russie ont empruntée pour l'attaquer. Le choix de l'histoire est expliqué comme étant le vernis pseudo scientifique qui légitime une option politique et qui transforme toute vision alternative en un blasphème ; « *L'histoire contribue à sacraliser un rapport aux ancêtres (...) au nom d'une histoire reconstruite devenue texte sacré d'une religion identitaire, il paraît sacrilège d'accepter une reconstruction historique alternative qui donnerait des droits à l'autre partie. Les conflits entraînent des réécritures de l'histoire dans chacun des camps* ». Enfin, la foi en l'histoire « *c'est non seulement avoir foi dans le pouvoir explicatif supposé de l'histoire mais également avoir foi dans une histoire qui aurait un sens et par là même en donnerait à l'écume des événements* ». Il est vrai que le discours politique des Russes et des pays Baltes reflète une certaine croyance en un fatalisme nourri par le phénomène de la mémoire objective et de l'histoire subjective.

⁵ Du point de vue russe, les Baltes sont pratiquement toujours associés au terme « fasciste ». Cette perception est, en fait, très ancienne et date du manifestement de la propagande soviétique. De nombreux Estoniens et de Lettons nous ont ainsi signalé que, lors de l'accomplissement de leur service militaire, au temps de l'époque soviétique, ils étaient très souvent étiquetés comme les « fascistes baltes ». Même certains soviétologues français nous ont souvent, et même encore aujourd'hui, indiqué que les Baltes étaient tous des fascistes.

b) La gestion politique des symboles liés à la mémoire

Alors que les Baltes s'attendent à ce que la Russie au mieux « expie » et au pire exprime seulement un *mea culpa* en leur accordant une compensation morale pour la perte de leur souveraineté, celle-ci estime que la justice requiert la reconnaissance de la rupture avec le passé soviétique, dont le fait qu'elle a été l'un des premiers États, même avant que l'Union soviétique ne disparaisse, à reconnaître l'indépendance des pays Baltes. D'ailleurs, si certaines élites politiques russes refusent d'admettre que les pays Baltes ont été annexés par l'Union soviétique – tout au plus veut-on bien admettre qu'ils ont été « incorporés » –, d'autres carrément ne sauraient admettre leur part de culpabilité dans le destin tragique des États baltes : ce n'est pas la Russie qui les avait « annexés » mais bien l'URSS. Dans ces conditions, les pays Baltes et la Russie doivent faire table rase du passé et entamer leurs relations *ex nihilo*. En fait, ni l'Union soviétique gorbatchévienne qui a pourtant déclaré l'invalidité du protocole secret signé par Staline et Hitler, ni la Russie postsoviétique qui a, néanmoins, condamné les événements de 1940 n'ont accepté de qualifier l'absorption des pays Baltes d'annexion ou d'occupation. Au début de l'année 1998, les membres de la Douma russe avaient même protesté contre les remarques faites par l'ambassadeur de Russie en Estonie, Alexeï Gloukhov, selon lesquelles les États baltes avaient été annexés illégalement par l'Union soviétique en 1940. Dans une lettre à la Douma datée du 8 janvier 1998, le vice-ministre des Affaires étrangères Avdeev déclara que, d'après le gouvernement russe, la manière selon laquelle les États baltes avaient été intégrés dans l'URSS en 1940 ne constituait en aucune manière une violation du droit international et que cela ne devait pas être considéré comme une « annexion », position reflétant celle qui fut celle de Moscou pendant plus de cinquante ans ; « *la seule entrée au sein de l'URSS a permis aux peuples des pays Baltes soviétiques [Estonie, Lettonie, Lituanie] d'éviter l'esclavage fasciste* » notait ainsi la Pravda dans la deuxième moitié des années 1980 [Citée par Kauffmann, 1987]. Le 11 septembre 1996, le porte-parole du Kremlin assurait dans un communiqué que « *les États baltes, en 1940, ont rejoint l'Union soviétique de plein gré* ». Le 9 juin 2000, le ministère de la Défense russe réaffirma que l'intégration de la Lituanie à l'URSS avait été volontaire. D'après la presse russe, la thèse de l'occupation soviétique n'était qu'un prétexte fallacieux pour priver les russophones de leurs droits les plus élémentaires. Un autre indice saillant de la représentation de l'histoire réside probablement dans les demandes de dédommagements réclamées par les Russes aux Baltes et surtout celles exigées par les Baltes aux Russes. Alors que Moscou entend s'assurer, non seulement, que les Baltes vont bien s'acquitter des dettes du fait de leur sécession de l'URSS, mais aussi que ceux-ci leur versent une compensation financière pour les investissements effectués par l'Union soviétique et les biens matériels laissés par l'armée russe⁶, les Baltes estiment que c'est la Russie qui doit s'acquitter de la dette qu'elle a envers eux car c'est elle, en tant que pays successeur de l'Union soviétique, qui est responsable de l'effondrement des appareils de production des trois pays suite à leur annexion ainsi que du désastre écologique qui en a suivi. À l'évocation de l'oppression soviétique, les Russes répondent encore maintenant par la récusation de toute repentance pour l'occupation des pays Baltes, reprochant à ces pays d'avoir collaboré avec les Nazis. Moscou refuse notamment d'accéder aux demandes baltes d'excuses pour le pacte germano-russe de 1939 qui avait *de facto* permis à la Russie d'annexer ces trois pays ; « *De telles prétentions sont sans objet, revêtent un caractère manifestement spéculatif. Je pense qu'elles visent à attirer l'attention sur soi, à justifier la politique discriminatoire, répréhensible des gouvernements à l'égard d'une partie considérable de leur propre population russophone, à*

⁶ Elles furent formulées, le 30 septembre 2004, par la Cour des comptes de Russie au titre du remboursement de la dette extérieure de l'Union soviétique. La Cour a évalué à 3,06 milliards de dollars la somme due par les trois pays à la Russie.

masquer la honte de la collaboration passée » [Cité par Chikoff, 2005], affirma Vladimir Poutine au moment où les pays Baltes, à l'occasion du soixantième anniversaire de la victoire alliée, demandaient que Moscou dénonce une fois pour toute le Pacte germano-soviétique. Pourtant, le dirigeant russe admit du bout des lèvres que « *De fait, les pays Baltes ont été une monnaie d'échange dans la grande politique mondiale, et c'est bien sûr une tragédie pour ces nations – il faut le dire clairement* ». Il s'agissait donc d'un début de reconnaissance de l'occupation soviétique, sans pour autant que le terme soit prononcé. D'après lui, l'indépendance de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie en 1918, comme l'annexion par l'URSS de ces territoires conformément au pacte germano-soviétique Ribbentrop-Molotov d'août 1939, étaient le résultat d'« *accords entre la Russie et l'Allemagne condamnés clairement* » par le régime soviétique en 1989. Le Président Vladimir Poutine rappela que le Soviet suprême, au plus fort de la perestroïka, « *avait écrit clairement* : "Nous condamnons ces accords entre Hitler et Staline et considérons qu'il s'agissait d'une décision personnelle de Staline, contraire aux intérêts de l'Union soviétique" (...) *Nous entendons en ce moment que notre pays doit admettre l'illégalité de ces décisions et les condamner. Nous l'avons déjà fait. Alors ? Devons-nous le faire tous les jours, tous les ans ? Cela n'a tout simplement pas de sens* » [Le Monde, 6 mai 2005]⁷. Les appels à une condamnation du pacte Ribbentrop-Molotov, selon le représentant spécial du Kremlin pour les relations avec l'UE Sergueï Iastrjanski, étaient « *malvenus et inopportuns, à l'approche d'une date historique aussi mémorable* ». L'entrée des troupes soviétiques dans les pays Baltes ne peut « *aucunement être qualifiée d'occupation* » [Nougayrède, 2005].

Le 25 novembre 2004, lorsque Vladimir Poutine adressa à ses homologues occidentaux, dont les présidents baltes, une invitation aux commémorations organisées le 9 mai 2005 à Moscou pour le soixantième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie, la Présidente lettone, Vaira Vike-Freiberga, déclara le jour même que cette date ne marquait pas pour les Baltes uniquement le jour de la victoire sur le fascisme, mais qu'elle constituait surtout le symbole de la perte de leur indépendance. Peu de temps après, réunis à Vilnius, les trois chefs d'État baltes décidaient de donner en mars 2005 une réponse commune au président russe. Mais la Présidente lettone prit de court ses homologues estonien et lituanien et informa dès le 12 janvier 2005 qu'elle avait décidé de se rendre à Moscou, souhaitant ainsi rappeler au monde entier que pour la moitié du continent européen la victoire des alliés le 8 mai 1945 n'était pas la leur. Le 7 mars 2005, les Présidents lituanien Valdas Adamkus et estonien Arnold Rüütel déclinèrent l'invitation justifiant leur position au nom du refus russe de reconnaître la responsabilité des Soviétiques dans l'annexion des trois pays. Si du côté russe, on se félicita, dans un premier temps, de la décision de la Présidente lettone, les autorités critiquèrent les justifications qu'elle y apportait ; sa « vision » de l'histoire en rendant vainqueurs et vaincus de la guerre « co-responsables » du début du conflit était totalement erronée. Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Iakovenko,

⁷ En juin 1989, le Congrès des Députés du Peuple de l'URSS avait nommé une commission, dirigée par Alexandre Jakovlev alors membre du Politburo, chargée de faire l'évaluation politique et juridique du Pacte de non-agression de 1939 entre l'Allemagne et l'URSS. Des brouillons de rapports furent communiqués à la presse fin juillet et le 18 août lors d'un entretien avec la Pravda, il admit que sans aucun doute l'Allemagne et l'URSS s'étaient taillées secrètement et illégalement leurs sphères d'influence en Europe de l'Est. Le 23 août 1989 une chaîne humaine de 650 kilomètres, entre Tallinn, Riga et Vilnius, réunira plus d'un million de personnes des trois peuples pour commémorer les 50 ans du Pacte et pour demander justice. La décision du Congrès des Députés du Peuple de l'URSS, adoptée par 1432 voix pour, 252 contre et 264 abstentions, condamnant les bases de la procédure d'annexion, les déclarant nulles et non avenues, reconnaissait que les protocoles secrets n'avaient pas créé une nouvelle base juridique, mais le gouvernement soviétique, et encore moins le gouvernement russe, n'en tira de conséquence. Le texte est disponible sur <http://www.letton.ch/lvriben2.htm> – dernière consultation 2 août 2003.

déclara au moment de la décision de la présidente lettone, qu'il ne voyait aucune justification dans l'histoire ou dans la législation internationale pour accepter la thèse absurde, selon laquelle l'URSS et l'Allemagne hitlérienne avaient une responsabilité égale dans la tragédie mondiale de 1941-1945.

Dans le registre des symboles, les relations entre la Russie et les Baltes, de même, sont étroitement soumises à la fonctionnalisation. On peut trouver, même en Russie, des lieux de pèlerinage en référence aux « ennemis baltes ». Ainsi, sur la Place Rouge, on se recueille encore devant le monument à la gloire de Minine et de Pojarski, combattants russes qui avaient réussi, au début du XVII^{ème} siècle, à repousser les troupes lituano-polonaises alors que celles-ci avaient mis la main sur une grande partie du territoire russe. La tentative de médiation de la crise ukrainienne en novembre 2004 par les Présidents polonais et lituanien⁸, par ailleurs, fut très vite analysée par la Russie comme un indice supplémentaire démontrant notamment que Vilnius n'avait pas fait le deuil de son ancien Empire.

La fonctionnalisation de l'histoire et le jeu des symboles ont aussi concerné d'autres sujets, notamment la Tchétchénie. Ainsi, à l'occasion de la deuxième offensive russe en Tchétchénie, les trois États baltes émettaient officiellement de très vives critiques à l'encontre de Moscou. En Lettonie, le Parlement adopta le 20 janvier 2000 une motion demandant le retrait des troupes russes de Tchétchénie. « *Les plus nationalistes des Baltes de souche y voyaient plus que jamais une illustration de l'impérialisme russe à l'œuvre contre une volonté d'émancipation nationale, dont la Tchétchénie était alors la victime comme leur pays de 1940 le fut de sa variante soviétique* » [Toulouse, 2003]. Dans ce contexte, le oui-dire de la présence de « mercenaires » lettons du côté tchétchène servit de catalyseur. Cette rumeur fut, en fait, lancée par une publication de l'agence Interfax d'une dépêche largement reprise par les médias russes selon laquelle un centre d'enrôlement de combattants pour l'armée tchétchène était installé en Lettonie. Même durant la première guerre de Tchétchénie, le ministre russe de la Défense affirma que des « *femmes estoniennes tirailleurs* » avaient été localisées dans les rangs des combattants tchétchènes. L'affirmation du soutien de l'Estonie du pays aux rebelles tchétchènes a, pareillement, exacerbé les relations entre Tallinn et Moscou. On pouvait trouver dans la capitale estonienne un centre culturel tchétchène (à deux pas de l'ambassade de Russie). Dans la deuxième ville estonienne Tartu qui avait accueilli entre 1987 à 1991 le futur chef rebelle tchétchène Doudaev, alors qu'il était général de l'Armée rouge, en outre, une plaque commémorative à sa mémoire fut scellée sur la façade du Grand hôtel de Tartu où il avait résidé⁹. Les Estoniens ne manquent pas de rappeler d'ailleurs que c'est le général d'aviation soviétique Dzhokhar Doudaev qui dirigeait l'Armée rouge au moment de la reconquête de l'indépendance estonienne et, qu'à la différence de la Lettonie et de la Lituanie, l'Estonie n'avait connu aucune tentative de répression de la part de l'armée. C'est à partir de la Lituanie, en outre, que de multiples sites Internet vantant la cause tchétchène¹⁰ furent ouverts provoquant bien évidemment l'ire de la Russie qui y voyait, en

⁸ À la fin de l'année 2004, alors que la majorité des pays occidentaux critiquait le second tour des élections ukrainiennes en raison d'irrégularités flagrantes, un groupe de contact avait été constitué afin de faciliter l'ouverture d'un dialogue entre les deux candidats Viktor Ianoukovitch et Viktor Iouchtchenko. Le Président Adamkus avait rejoint ce groupe constitué par le président polonais, Alexandre Kwasniewski, et le haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, Javier Solana.

⁹ On remarquera que, ironie de l'histoire, cet hôtel a pour nom Barclay de Tolly, du nom du glorieux général russe.

¹⁰ C'est en effet sur le site www.kavkazcenter.com que Chamil Bassaev, le chef des djihadistes tchétchènes, avait revendiqué l'attentat du 1^{er} août 2003 contre un hôpital militaire à Mozdok, faisant plus de cinquante morts, puis la prise d'otages de Beslan, en Ossétie du Nord, le 5 septembre 2004, qui a fait officiellement 331 morts.

même temps, une excellente occasion pour mettre en porte-à-faux la Lituanie vis-à-vis des pays occidentaux.

c) *La rente politique de la transformation du passé en mémoire*

Si la sacralisation du passé finalité est politique c'est bien parce que les pays Baltes ont entamé à marche forcée une stratégie visant à structurer leur sécurité par complémentarité à l'Ouest et par opposition à l'Est. Quant à la Russie, elle a elle aussi eu tendance à utiliser le concept d'identité pour structurer sa sécurité. Ainsi, d'après Viatcheslav Morozov, les critiques virulentes de Moscou contre les trois États font partie aussi d'une pratique visant à lui garantir sa propre identité européenne [Morozov (a), 2003]. En s'inspirant de l'opposition terminologique mise en avant par le Norvégien Iver Neumann de la « vraie » Europe contre la « fausse » Europe [Neumann, 1996], il estime que « *le discours russe a toujours construit une "vraie" Europe amicale qui représente d'une certaine manière une projection des valeurs et des priorités russes et rejette l'Europe "hostile" pour avoir perdu les authentiques valeurs européennes, violant ainsi les règles établies par elle et pour elle-même (...)* La liste des exemples historiques de deux Europes qui s'opposent inclut Moscou comme une "troisième Rome" contre l'Ouest catholique "infidèle", l'Europe légitime d'une Sainte Alliance contre l'Europe "barbare" des Révolutionnaires, l'Europe des "peuples" des idéologues soviétiques contre une Europe des monopoles capitalistes contrôlée par les États-Unis » [Morozov, 2004 ; p. 320]. La qualité de cette « fausse Europe » fut, bien sûr, assignée aux pays Baltes, coupables notamment de nostalgie envers leurs passés nazis, le meilleur exemple étant bien entendu durant l'été 1998 lorsque les policiers lettons avaient *manu militari* dispersé une manifestation de retraités russophones alors qu'au même moment un défilé de vétérans SS lettons était organisé. Dans un document édité le 22 octobre 1995 par un institut de recherche moscovite, la Lettonie et l'Estonie étaient carrément montrées comme des États avec des régimes illégaux et non-démocratiques, à l'instar des régimes d'apartheid de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Les Baltes y étaient décrits comme des êtres qui vivaient grâce au crime et au trafic de drogue¹¹. [Rebas, 1996 ; pp. 34-35].

Les discours quasi logorrhéiques qui accompagnent les nombreuses crises entre eux mettent en scène une vision historique dans laquelle on valorise le *soi* et on stigmatise l'*autre* à partir d'une sélection fonctionnelle d'éléments historiques. « *A cet égard, les tenants de la mémoire officielle voient davantage le passé comme un auxiliaire commode à leurs intentions, plutôt que comme un récit immuable* ». [Rosoux (b) 2001 ; p. 453]. Finalement, cette violence symbolique exercée par les élites baltes et russes s'avère d'une grande efficacité pour légitimer auprès de leur population leurs options en matière de politique étrangère. Ainsi, la stratégie des pays Baltes a pu déboucher sur une adhésion coup sur coup à l'Otan et à l'Union européenne, ceci constituant un véritable pied de nez à la Russie qui avait vainement tenté de contrecarrer la stratégie atlantico-européenne des trois anciennes républiques soviétiques. Bien que l'ayant accepté contre mauvaise fortune bon cœur, la Russie n'a pas encore admis que l'Union soviétique ait annexé les trois États baltes. De leur côté, encore auréolés de ce tour de force, ces derniers continuent plus que jamais à défier la Russie en exigeant qu'une bonne fois pour toute celle-ci reconnaisse enfin qu'ils ont été annexés en 1940.

La dimension dramaturgique du discours politique a donc eu tendance, dans une certaine mesure, à appuyer les intérêts de chacun des acteurs et a été instrumentalisée à des fins tactiques : les Baltes pour asseoir la légitimité de leur démarche stratégique auprès de

¹¹ Les qualificatifs étaient identiques pour décrire les Tchétchènes

l'OTAN, mais aussi de l'UE, et la Russie pour la leur dénier. Il est certain que la diabolisation du monde russe a été un élément déterminant dans la pratique discursive des Baltes pour consolider leur démarche stratégique auprès de l'OTAN. Du côté russe, et ce n'est certainement pas une coïncidence, suite aux émeutes des russophones à Tallinn, Vladimir Poutine laissait entendre qu'une rupture des relations diplomatiques entre la Russie et l'Estonie était imminente alors même qu'il annonçait aussi une suspension de l'application du traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE), le tout pour protester contre l'installation d'un système américain de défense antimissiles en Pologne et en République tchèque.

Finalement, c'est bien la négation de la lecture du passé de l'autre qui nourrit cette violence symbolique. Cette stratégie s'est avérée très rentable politiquement. D'ailleurs, même maintenant, la Russie n'hésite pas à continuer à se servir de cette violence symbolique en tentant même de la fonctionnaliser dans les pays occidentaux. Dans la panoplie dont la Russie disposait pour contrer l'occidentalisation des diplomaties baltes, le couplage de la question du traitement des populations russophones par les pays Baltes avec celle du « respect de la démocratie » devint ainsi un argument utile pour les discréditer. Si, par la suite, son ton devint moins menaçant quant à leur adhésion à l'UE, il était évident que l'argument « ethnique » allait servir à disqualifier les Baltes dans leur démarche de candidature aux deux organisations. Comment l'OTAN, voire l'UE, se vantant d'être des « clubs » de démocraties, pouvaient-elles accueillir en leur sein des États incapables de respecter les droits de l'homme les plus élémentaires ? Ainsi Moscou criait haut et fort que l'UE faisait deux poids deux mesures en exigeant, par exemple, que les minorités ethniques hongroises bénéficient d'une éducation dans leur langue maternelle alors que les populations russophones de Lettonie et d'Estonie ne profitaient pas de la même attention de Bruxelles. À la conférence des Nations unies de Durban contre le racisme en septembre 2001, le délégué russe mit en accusation l'Estonie et la Lettonie, coupables de pratiquer une discrimination linguistique. Selon lui, sans changement radical, ces deux pays ne pouvaient aucunement prétendre à être véritablement démocratiques. Moscou, même après l'adhésion des pays Baltes à l'OTAN et à l'UE, continue à mobiliser toutes ses ressources pour stigmatiser les pays Baltes coupables d'atteintes aux droits de l'homme les plus élémentaires. Ainsi, au moment de la signature le 27 avril 2004 du nouvel accord de partenariat commercial entre l'UE et la Russie, Moscou souhaitait que la déclaration commune mentionne que la Commission européenne continue de fournir son aide pour « *intensifier l'intégration sociale* » des minorités dans les nouveaux États membres. Une telle clause ne fut pas retenue. Le document relevait seulement que « *l'Union européenne et la Fédération de Russie saluent l'appartenance à l'UE comme une garantie ferme de la protection des droits de l'homme et des personnes appartenant à des minorités* » [Editorial **Le Monde**, 2004]. Effectivement, même depuis l'adhésion des pays Baltes à l'OTAN et à l'UE, le discours russe contre les pays Baltes reste très empreint d'amertume : en témoignent les propos du ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Ivanov, prononcés à l'*International Institute of Strategic Studies* de Londres en juillet 2004 lorsqu'il accusa l'Estonie et la Lettonie de constituer une menace pour son pays ; « *l'existence d'États européens qui n'observent pas les normes et standards de la démocratie est interprétée par la Russie comme une menace. C'est logique : la Russie est un pays démocratique (...). Les États qui dévient des normes de la démocratie et des droits de l'homme (...) deviennent une source de menace pour leurs voisins car ils tendent à provoquer une tension politique et militaire* » [Ivanov, 2004]. Trois mois auparavant, dans un entretien accordé au *Figaro*, le même ministre notait que « *les Baltes se cantonnent à des délires insensés, nous accusant d'aller vers le totalitarisme ! Nous avons en revanche des griefs très*

concrets concernant les violations flagrantes des droits de la minorité russe, inimaginables en Europe » [Mandeville/Rousselin, 2004].

Conclusion : Une convergence des trajectoires mémorielles est-elle vraisemblable ?

Notre thèse est donc que le prégnance identitaire de la mémoire permet aux pays Baltes mais aussi à la Russie d'appuyer, outre le reconstruction de leur identité, leurs options en matière stratégique. Si la violence exercée par les dominants des pays Baltes et par ceux de Russie peut être assurément qualifiée de symbolique, c'est bien parce que les dominés perçoivent cette violence au travers de la dissonance mémorielle et identitaire que la relation de domination a produite.

Dans son ouvrage consacré aux usages de la mémoire dans les relations internationales, Valérie-Barbara Rosoux estime que « *la résolution durable des conflits implique la transformation progressive des représentations du passé conflictuel. Elle suppose l'harmonisation des lectures divergentes et parfois contradictoires du passé, au moins l'acceptation et la reconnaissance de ces différentes lectures par l'ensemble des protagonistes* » [Valérie-Barbara Rosoux (a) 2001 ; p. 2]. Maintenant que les pays Baltes ont adhéré coup sur coup à l'OTAN et à l'UE et ont entamé à l'instar des autres pays européens une démarche « post-nationale », on peut légitimement se demander si la violence symbolique qui découle de l'utilisation de la mémoire n'a pas vocation, si ce n'est à disparaître, ou du moins à se fondre dans une acceptation de l'histoire et non plus dans une formulation de la mémoire ? Rien n'est moins certain car « *l'occultation du passé entrave la transmission tandis que le culte commémoratif appauvrit la réalité du passé* » [Lavabre, 2001]. En l'état actuel des choses, il est peu probable, tant qu'il existera une symbiose aussi intense entre l'identité et la mémoire, que les parties parviennent à surmonter leurs divergences et transformer leur mémoire respective en acceptation de l'histoire de l'autre. En effet, comme nous l'avons vu, la mémoire contribue à sacraliser un rapport aux ancêtres et au nom d'une histoire reconstruite devenue texte sacré d'une religion identitaire, il paraît sacrilège d'accepter une reconstruction historique alternative qui donnerait des droits à l'autre partie. Légitimement, les Russes et les Baltes ne veulent pas se voir dépecer de leur « droit à la mémoire ». Dans un article du Figaro littéraire de février 1993 intitulé « Le droit à la mémoire », Jean-Michel Leniaud soulignait que « *l'affirmation du soi et du groupe suppose conscience et connaissance du passé qui nous constitue comme tels. Le droit à la mémoire, c'est le droit à l'identité et bien sûr réciproquement* ». [cité par Lavabre, 1994 ; p. 485]. Entre le « devoir de mémoire » et, selon la formule de Tzvetan Todorov, l'« abus de la mémoire » [Todorov, 1998], l'idéal serait de trouver un *modus vivendi*, un degré de gestion de la mémoire équilibré qui puisse satisfaire les parties en modérant la dissonance cognitive de celles-ci. Le hiatus hasardeux entre ces deux extrêmes est que tel événement du passé qui n'est pas évoqué risquerait d'exister dans le présent tandis que tel autre, ressassé disproportionnellement se transformerait en vérité présente à défaut d'avoir été réalité passée. Les surenchères commémoratives s'inscrivent certainement dans une logique qui est celle de protéger l'idéalisation collective et faciliter ainsi les processus d'assignation identitaire par les autorités qui régissent le groupe. En outre, plus que jamais en Russie, l'histoire est appelée à la rescousse pour justifier la politique du moment. Au rejet du stalinisme ont succédé la mise en cause radicale de la révolution d'Octobre, puis l'occultation de la période soviétique au profit d'un mythe de la Russie tsariste et enfin, plus récemment, une réévaluation positive de la période soviétique. [Ferretti, 2002]. La gestion ultra politique de la mémoire par une Russie en mal de puissance et d'identité a d'ailleurs eu un effet contraire à ce qu'elle recherchait initialement : plus elle tente d'imposer sa mémoire aux pays Baltes plus ces

derniers y voient une légitimité à s'ancrer à l'Ouest, la Russie devenant en quelque sorte « l'arroseur arrosé ». Ainsi, en provoquant une violence symbolique aussi intense, la Russie conforte les pays Baltes dans leur démarche de protection auprès de l'Europe et de l'OTAN. Mais aussi du côté balte la mobilisation politique du passé a eu un effet inattendu : alors qu'en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, la mémoire mélange pêle-mêle les crimes nazis et soviétiques, leurs interlocuteurs européens et américains ont dû leur faire comprendre qu'il existait une certaine hiérarchie dans les crimes commis durant la Seconde Guerre mondiale au sommet de laquelle il y avait la Shoah : sans cette reconnaissance, les pays Baltes ne pouvaient pas prétendre à adhérer à l'UE et à l'OTAN.

Paul Ricœur notait avec justesse que le devoir de mémoire avait excessivement tendance à court-circuiter le travail de l'histoire, cette histoire qui devait « *corriger, critiquer, voire démentir la mémoire d'une communauté déterminée, lorsqu'elle se replie et se referme sur ses souffrances propres au point de se rendre aveugle et sourde aux souffrances des autres communautés* » [Ricœur, 2000 (b) ; p. 25]. Cette souffrance due à la violence symbolique de la gestion politique de la mémoire se révéla d'une grande utilité pour les élites russes et baltes, non seulement pour affirmer leur groupe social, mais aussi pour défendre leurs options en matière de politique étrangère. Une convergence des trajectoires mémorielles est donc peu vraisemblable et qu'importe si la violence symbolique qui en découle continue à meurtrir les dominés.

Sources

- Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, *Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires*, Résolution 1481, 2006 (<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta06/Fres1481.htm>).
- Bourdieu Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, 1972.
- Braud Philippe, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996.
- Chillaud Matthieu, *La question des minorités russophones dans les pays Baltes. Crises et potentialités de crises*, Mémoire de DESS Études stratégiques sous la direction de Jean-Louis Dufour, Université Paris VIII, 1999-2000.
- Chikoff Irina de, « La leçon de démocratie de Bush à Poutine », *Le Figaro*, 9 mai 2005.
- Editorial, « L'Union européenne et la Russie surmontent leurs divergences sur l'élargissement », *Le Monde*, 27 avril 2004.
- Ferretti Maria, « Le stalinisme entre histoire et mémoire le malaise de la mémoire russe », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n 68, octobre-décembre 2002.
- Grosser Alfred, *Le crime et la mémoire*, Paris, Flammarion, 1989, 2^{ème} éd.
- Keynote Address – HE Mr Sergei Ivanov, Minister for Defence of the Russian Federation, *Russia-NATO : Strategic partners in Response to Emergent Threats*, Londres, IISS, 13 juillet 2004.
- Jacob Antoine, *Les pays Baltes. Indépendance et intégrations*, Paris, Alvik éditions, 2004.
- Jacob Antoine, « Annexés par Staline en 1945, les pays Baltes réclament toujours des excuses et des compensations de Moscou », *Le Monde*, 7 mai 2005.
- Kalniete Sandra, *En escarpins dans les neiges de Sibérie*, Paris, éditions des Syrtes, 2003.
- Kauffmann Sylvie, « Moscou dénonce un projet de manifestation dans les pays Baltes », *Le Monde*, 23 août 1987.
- Lavabre Marie-Claire, « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, vol. 44, n°3, 1994, pp. 480-493.
- Lavabre Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, n°7, avril 2000, pp. 48-57.
- Lavabre Marie-Claire, « Peut-on agir sur la mémoire », in Léonard Yves (dir.), *La mémoire, entre histoire et politique*, Paris, La Documentation française, Cahiers Français, n° 303, juillet-août 2001.
- Mandeville Laure/Rousselin Pierre, « Sergueï Ivanov : "La Russie ne comprendrait pas que l'Otan installe des bases en terre balte" », *Le Figaro*, 8 mars 2004.
- Minaudier Jean-Pierre, « Mémoires incompatibles ? Le souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France et en Estonie », *Eurozine*, 2006 [<http://www.eurozine.com/articles/2006-07-03-minaudier-fr.html>].
- Mink Georges/Neumayer Laure (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.
- Misztal Barbara A., « Memory and Democracy », *American Behavioral Scientist*, vol. 48, n°10, juin 2005, pp. 1320-1338.
- Morozov Viatcheslav (a), « The Baltic States in Russian Foreign Policy Discourse : Can Russia Become a Baltic Country ? », in Marko Lehti/David Smith (dir.), *Post-Cold War Identity Politics. Northern and Baltic Experiences*, Londres/Portland, Frank Cass, 2003.
- Morozov Viatcheslav (b), « Russia and the Baltic States : Letting Go of a Trouble Past », *Russia and Eurasia Review*, vol. 2, n°16, 5 août 2003.

- Morozov Viatcheslav, « Russia in the Baltic Sea Region : Desecuritization or Derogionalisation ? », *Cooperation and Conflict*, vol. 39, n°3, 2004.
- Neumann Iver, *Russia and the Idea of Europe : A Study in Identity and International Relations*, Londres/New York, Routledge, 1996, 253 pages.
- Nougayrède Natalie, « Les cérémonies du 9 mai tournent à la mise en cause de Moscou », *Le Monde*, 7 mai 2005.
- Onken Eva-Clarita, « Lettische Geschichte im Demokratisierungsprozess », *Eurozine*, 2006. [<http://www.eurozine.com/articles/2006-06-13-onken-de.html>].
- Onken Eva-Clarita, « The Baltic States and Moscow's 9 May Commemoration: Analysing Memory Politics in Europe », *Europe-Asia Studies*, vol. 59, n°1, janvier 2007.
- Poitou Jean-Pierre, *La dissonance cognitive*, Paris, Armand Colin, 1974.
- Rebas Hain, « Estonia », in Axel Krohn (dir.), *The Baltic Sea Region : National and International Security Regime*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1996.
- Ricœur Paul (a), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.
- Ricœur Paul (b), « Reconnaître le souvenir, connaître le passé », *Le Monde des Débats*, n°17, Septembre 2000.
- Rosoux Valérie-Barbara (a), *Les usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie, de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Bruylant, Organisation internationale et relations internationales, 2001, 403 pages.
- Rosoux Valérie-Barbara (b), « Poids et usages du passé dans les relations franco-algériennes », *Annuaire français des relations internationales 2001*, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 451-465.
- Rosoux Valérie-Barbara, « Pièges et ressources de la mémoire dans les relations internationales », *La revue internationale et stratégique*, n°46, été 2002, pp 43-50.
- Skultans Vieda, « Looking for a subject: Latvian memory and Narrative », *History of the Human Sciences*, vol. 9, n°4, 1996, pp. 65-80.
- Smouts Marie-Claire (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences po, 1998.
- Todorov Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1998, 2^{ème} éd.
- Todorov Tzvetan, « La vocation de la mémoire », in Léonard Yves (dir.), *La mémoire, entre histoire et politique*, Paris, La Documentation française, Cahiers Français, n° 303, juillet-août 2001.
- Toulouse Eva, « Dans les coulisses des troubles à Tallinn », *Regards sur l'Est*, 1^{er} juin 2007 (http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=739&PHPSESSID=a9257de79d33377922ce0ac20301fbef).
- *Estonia 1940-1945, Reports of the Estonian International Commission for the Investigation of Crimes Against Humanity*, Tallinn, 2006.
- Entretien avec Laurent Toulouse, Chargé d'affaire à l'ambassade de France à Riga, Riga le 12 novembre 2003.
- « Poutine reconnaît comme "une tragédie" l'annexion des pays Baltes par les Soviétiques », *Le Monde*, 6 mai 2005.